

ENFANTS MALADES

Des enfants infectés
 par le SARS-CoV-2
 ont bien développé un
 syndrome de Kawasaki

PAGE 4

CORONAVIRUS

Après la reprise, du soulagement et des doutes dans les écoles

Beaucoup d'enseignants jugent que le retour des élèves s'est « mieux passé » que prévu. Mais au prix d'effectifs souvent très réduits

RÉCIT

Ca s'est passé... » Dans les écoles primaires qui ont rouvert par étapes cette semaine – une première vague mardi 12 mai, une seconde, avec Paris et Lyon, jeudi 14 mai – le même refrain résonne : « Voilà, pour nous, le redémarrage amorcé. » « Nous », ce sont ces milliers d'écoles (86 % sur environ 50 000, selon le ministère, plutôt 60 % tempèrent des syndicats) qui ont de nouveau accueilli les écoliers, après deux mois de confinement. En zone verte comme en zone rouge, quelle que soit la circulation du Covid-19.

Avec des classes de quinze élèves maximum, selon les préconisations sanitaires, mais en réalité souvent moins d'une dizaine, la reprise s'est presque toujours « mieux passée » que ce à quoi la communauté éducative s'attendait. Sur des rythmes et avec des organisations très disparates d'une ville à l'autre.

« J'ai eu l'impression que les enfants étaient affamés d'apprendre », témoigne anonyme-

ment Delphine, directrice d'une petite école élémentaire en Sologne. Deux classes, 70 élèves habituellement, en accueillent 35 depuis le déconfinement. Avec huit enfants dans sa classe le premier jour, sept dès le lendemain, cette enseignante chevronnée raconte avoir vécu de « belles premières journées ». « J'étais plutôt anxieuse au démarrage, avant de constater qu'aucun élève ne prenait à la légère les consignes sanitaires, dit-elle. Et puis ils semblaient tellement heureux de se retrouver ! J'ai eu des élèves attentifs, concentrés. Il me semble que c'est quand même beaucoup plus efficace que ce que j'ai pu mettre en place à distance. »

Son « contexte », Delphine le sait, est « privilégié » : ses élèves viennent de trois villages où le virus a peu circulé. Mais la partie ne lui semble pas gagnée. « Je joue le jeu de l'enseignante qui veut y croire, mais j'accueille déjà la moitié de mes effectifs habituels. On ne va pas pouvoir monter en puissance sans repenser le protocole sanitaire. Sommes-nous prêts à le faire ? Parce que quinze élèves dans une classe de 50 m², j'ai fait plein d'essais : ça ne tient pas même en collant les enfants au mur ! »



Avec de nouvelles réouvertures d'écoles prévues lundi 18 mai, dans les départements franciliens notamment, en parallèle de la remise en marche de 85 % des collèges (ceux en zone verte exclusivement), le monde enseignant sent monter les attentes. Le chef de l'Etat a beau avoir assuré, le 11 mai, « préférer une bonne rentrée qu'une rentrée en nombre », les « signaux » sur le terrain, disent-ils, ceux des inspecteurs, des directions d'académies, des rectorats et ceux du ministère de l'éducation dessinent une « autre tendance », celle d'une « montée en puissance ».

« Il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école », affirmait Jean-Michel Blanquer sur Europe 1, le 11 mai. Vingt présidents de sociétés savantes de pédiatrie lui ont emboîté le pas, pour soutenir le retour en collectivité des enfants. Soulagement parmi les parents ; émoi dans le monde enseignant.

« ENCORE DE LA PÉDAGOGIE À FAIRE... »

« On a fermé les écoles du jour au lendemain en nous disant qu'il y avait péril en la demeure, souffle Mélodie, enseignante à Paris, qui préfère elle aussi rester anonyme. On nous demande de reprendre quasiment du jour en lendemain en remettant en partie en cause le péril... Qui croire ? Que croire ? » Avec un bébé à la maison, des trajets en métro qui l'inquiètent (« pour aller à la crèche, à l'école, et revenir chez moi »), la jeune femme a tranché : « Moi, je continue l'enseignement à distance... Et tant pis si on me taxe de prof récalcitrante ! » Ils seraient plus d'un professeur des écoles sur deux à souhaiter faire ce même choix, à Paris. Onze sur douze enseignants dans l'équipe de Mélodie, dans le 18^e arrondissement.

Quelque 600 écoles – sur 652 dans le public – n'en ont pas moins rouvert leurs portes à Paris. Un bilan salué tant au rectorat qu'à la mairie. Dans les écoles concernées, une forme de soulagement s'exprime aussi, mais on reste extrêmement prudent. « Si ça marche, pour l'instant, c'est qu'on a ici vingt enfants, là trente. Parfois, beaucoup moins », signale-t-on tant dans les rangs du SNUipp-FSU que du SE-UNSA, deux syndicats de poids dans le premier degré.

« Les parents avaient bien compris les consignes d'organisation d'une rentrée échelonnée », raconte Laurent Klein, directeur dans le 19^e arrondissement, qui a vu revenir vingt-neuf enfants. La plupart des enfants ont intégré les consignes sanitaires. Mais certains des

plus jeunes, des 6-7 ans, sont arrivés masqués. Ce masque, ils l'enlèvent, jouent avec, le font tourner sur leur doigt... et ça finit par terre ! Il y a encore de la pédagogie à faire. » « Les enfants ont été impressionnés de me voir, moi, avec un masque, témoigne une directrice de maternelle dans le 11^e arrondissement. Je leur ai demandé : "Est-ce que mes yeux, vous les voyez bien, et est-ce qu'ils vous semblent heureux de vous voir ?" Ils ont tous répondu "Oui..." La tension est retombée. On était tous heureux de se retrouver. »

Certes, elle n'a vu revenir que quatorze des dix-huit enfants qu'elle attendait. Mais elle ne s'en plaint pas : à Paris, l'exiguïté des locaux scolaires impose des seuils plus bas. Trois enseignantes de son équipe ont été touchées par le Covid-19 ; l'une d'elles a même été hospitalisée. « On revient de loin, observe la directrice, alors, on reprend doucement. »

Mais reprendre pour qui ? Les trois enfants d'une même fratrie logée en hébergement d'urgence ne sont pas revenus en classe, regrette-t-elle. « A quoi tout cela sert-il, si on passe à côté de la cible ? » Même déconvenue dans l'école que dirige Hervé Lalle, aussi dans le 11^e arrondissement de Paris : « La rentrée s'est passée comme on l'avait prévue, témoigne-t-il. Il faut dire qu'on avait beaucoup travaillé en amont... Dommage qu'on ait perdu deux familles. Et pas n'importe lesquelles : une maman seule avec son enfant, une autre en hôtel social. »

Un peu partout, et pas seulement dans les quartiers populaires, on évoque des « désistements de dernière minute » parmi des familles pourtant identifiées comme prioritaires – élèves des classes charnières de CP et de CM2, enfants en difficultés sociales et économiques. De quoi faire douter les équipes du sens de la reprise. D'autant qu'en parallèle, des parents éconduits, alors qu'ils doivent reprendre le travail, commencent à donner de la voix.

NOUVELLES QUESTIONS

A Saint-Martin-d'Hères (Isère), l'école élémentaire Paul-Langevin n'a pas eu à ouvrir ce débat : le nombre de familles volontaires correspondait, mardi 12 mai, au nombre d'élèves que l'école pouvait accueillir, répartis en quatre groupes. Une chose en moins à penser pour l'équipe enseignante, qui n'a pas chômé pour préparer les locaux lors de la « pré-rentrée » du 11 mai : marquages au sol, sens de circulation et réorganisation des classes ont



occupé une bonne partie de la journée.

Malgré ces préparatifs, le protocole sanitaire n'a cessé, le jour de la reprise, de faire surgir de nouvelles questions. « *On consacre tellement de temps à faire respecter les règles que ça grignote tout le reste* », note Céline Scheffer, enseignante en CM1-CM2. Dans la cour de récréation, les enfants n'ont plus le droit de se toucher ni de jouer au ballon.

Dans cette école, un animateur de la ville a imaginé des parcours de motricité à faire chacun à son tour. « *Les enseignantes s'inquiétaient beaucoup du respect des gestes barrières pendant la récré*, rapporte Maryline Leprince, la directrice. *Là, au moins, on a une solution où les enfants se défoulent sans s'approcher.* »

Dans l'arrière-pays niçois, l'école maternelle de Katia Philippe a pu rouvrir deux classes sur trois, chacune accueillant entre six et huit enfants. « *Pendant tout le confinement, on a pris en charge à plein temps les enfants de soignants et de gendarmes*, explique l'enseignante. *Désormais, on est ouverts à tous les volontaires, mais à mi-temps seulement. Or on sent que beaucoup de parents, qui nous ont dit la semaine dernière "attendre de voir", aimeraient revenir en juin. Le chômage partiel, ça va un temps... On leur répond quoi ?* »

« *On leur cache pas mal de choses, aux parents* », souffle Vincent, professeur dans l'Ouest. Lui qui se disait « *partisan de la reprise* » a déchanté. « *Sur le papier, le protocole sanitaire existe, et il rassure les familles*, dit-il. *Mais dans notre école, et même dans toutes celles de ma circonscription, la désinfection des locaux est impossible, les 4 m² par élève, on ne les tient pas. On a alerté, on a écrit... ça n'a rien changé. On a vite compris qu'il n'était pas question de ne pas rouvrir.* »

Si des tensions se devinent dans les écoles à peine rouvertes, qu'en est-il des 15 % d'écoles restées fermées ? Interrogé à ce sujet, le ministre de l'éducation a évoqué des « *difficultés techniques* », sans qu'on sache s'il s'agit d'un manque de place, d'un défaut d'équipements ou de masques, ou encore si des agents d'entretien ou des enseignants manquent à l'appel. L'hypothèse d'un recours au « *droit de retrait* » agitée par les syndicats n'est pas exclue. Des « *blocages* » et des « *couacs* » ont eu lieu au cours de cette première semaine, disent-ils. Le SE-UNSA fait état de « *pressions* » ; la FSU d'un « *risque de chantage à l'héroïsme* » auprès des personnels.

Dans les villages, une école sur dix est encore fermée, selon les estimations de l'Asso-

ciation des maires ruraux de France. Elus et collectivités se sont saisis de la « *souplesse* » promise par l'exécutif pour fixer leur propre tempo. Ainsi en Corse, seules 35 écoles du premier degré – sur 257 au total – ont rouvert, pour accueillir quelque 400 élèves. A peine plus de 1,5 % de l'effectif total.

La crainte d'un « *cluster scolaire* », comme celui du collège de Crépy-en-Valois (Oise) où enseignait le premier Français mort du Covid-19, a rejailli avec le déconfinement. A peine rouvertes, des écoles ont déjà ajourné la reprise en Indre-et-Loire, en Haute-Garonne, dans l'Hérault mais aussi en Mayenne ou dans le Finistère. En cause, à chaque fois, des « *cas suspects* », plus souvent repérés parmi des adultes que chez les enfants. « *D'autres édiles, par précaution, repor-*

tent à fin mai voire à début juin la réouverture », confirme Agnès Le Brun, maire de Morlaix (Finistère) et porte-parole de l'Association des maires de France.

A Chauvigny (Vienne), 550 écoliers pour 7200 habitants, la communauté éducative ne s'en plaint pas : après la découverte de quatre cas de Covid-19 dans un collège du secteur qui préparait sa rentrée, le maire Gérard Herbert, médecin dans le civil, a mené un « *bras de fer* » avec l'Agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine pour que tous les enseignants et personnels municipaux des quatre écoles de sa commune puissent être testés. « *L'Ehpad [établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes], à 10 kilomètres de chez nous, a compté vingt et un morts*, raconte l'édile. *Dans ma patientèle, j'ai eu à soigner des malades. Tester les enseignants, c'est le choix de la prudence.* »

RÉINVENTER LA « FORME SCOLAIRE »

Des soixante-dix tests passés en urgence, un seul s'est avéré positif. Il n'empêche : la rentrée des classes à Chauvigny, fixée au 12 mai, reportée au 14, n'aura finalement lieu qu'à la fin du mois. « *On ne s'en plaint pas*, confie Sandrine, maman d'une fillette en CM1. *Un report, dans notre situation, c'est raisonnable et sérieux.* » Rue de Grenelle, on ne sous-estime pas le risque de contagion en milieu scolaire, mais on se veut confiant : « *On a pris en charge 30 000 enfants de soignants dans des pôles d'accueil scolaire pendant le confinement, et on n'a pas noté de problèmes particuliers* », y indique-t-on.

« *Pôle d'accueil* » : l'expression fait un peu tiquer les enseignants. Pas qu'ils en contes-



tent la mission, ils ont été des milliers à se porter volontaires, un peu partout en France, durant les huit semaines de fermeture des établissements. Non, ce qui les taraude, c'est ce qu'on attend d'eux, aujourd'hui, en termes d'encadrement et de pédagogie.

A la question « *Qu'a-t-on fait en classe cette semaine ?* », Francette Popineau, porte-parole du SNUipp-FSU, s'en sort d'une pirouette : « *On s'est beaucoup lavé les mains !* » « *Une classe, c'est d'abord une dynamique de groupe*, rappelle Hervé Lalle, directeur d'école à Paris. *On a si peu d'enfants face à nous aujourd'hui que ça ressemble presque à du préceptorat.* »

Pour réinventer la « *forme scolaire* », Delphine, l'enseignante de Sologne, raconte avoir longtemps hésité. « *Je me demandais si je devais faire des groupes de niveaux homogènes ou au contraire hétérogènes.* » Sa collègue l'a prise de court : « *Ça fait deux mois que les enfants ne se sont pas vus. Pourquoi est-ce qu'on ne ferait pas des groupes de copains ?* » « *On a sollicité l'avis des parents*, poursuit Delphine, *et on a osé. On a voulu faire plaisir aux enfants. On n'a aucun regret.* » ■

**MATTEA BATTAGLIA
 ET VIOLAINE MORIN**

**« UNE CLASSE,
 C'EST D'ABORD
 UNE DYNAMIQUE DE
 GROUPE. ON A SI PEU
 D'ENFANTS FACE À
 NOUS AUJOURD'HUI
 QUE ÇA RESSEMBLE
 PRESQUE À DU
 PRÉCEPTORAT »**

HERVÉ LALLE
 directeur d'école à Paris

LE CONTEXTE

DES COLLÉGIENS ATTENDUS LUNDI

150 000 collégiens de 6^e et de 5^e pourraient reprendre les cours la semaine prochaine en France, a annoncé le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, invité du journal télévisé de TF1 jeudi 14 mai. « *Environ 4 000 collèves* » – soit 85 % du total – devraient rouvrir, dans les zones vertes exclusivement, a-t-il ajouté. Au total, on compte 1,6 million d'élèves, zones rouges et vertes confondues, à ces deux premiers niveaux du collège. Questionné sur le retour en cours des élèves de 4^e et 3^e et sur la situation des lycéens, Jean-Michel Blanquer a affirmé qu'« *à ce stade, [il] ne [pouvait] pas en dire plus. Avec le premier ministre et le président de la République, nous avons dit que c'était dans les derniers jours de mai que nous prendrions en compte l'évolution de l'épidémie pour savoir si nous pouvons aller plus loin* », a-t-il rappelé. Fin mai, M. Blanquer doit aussi confirmer le maintien, ou non, de l'oral de français en classe de 1^{re}.



Rentrée des classes
à l'école Paul-Langevin
de Saint-Martin-d'Hères
(Isère), le 12 mai.
PABLO CHIGNARD POUR « LE MONDE »